

Journalistes dominants et hommes politiques n'ont pas cessé ces dernières semaines de couvrir d'injures les antiracistes en général et l'UNEF en particulier – tous réputés coupables de « racialisme », dans une inversion ahurissante conduisant à blâmer les victimes du racisme et ceux qui se battent à leurs côtés. Pourquoi ? Parce que les antiracistes et une partie de la gauche organisent des réunions en non-mixité choisie pour celles et ceux qui subissent l'oppression raciale, afin qu'ils/elles puissent discuter de ce qu'ils/elles vivent, des manières de s'organiser et de lutter, etc.

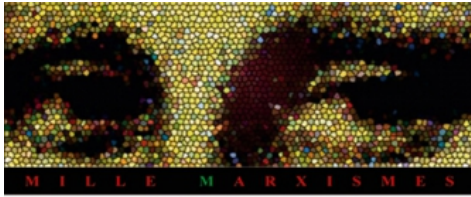
Ignares ou malveillants, sans doute les deux, ces idéologues et quelques philosophes pour médias prétendent qu'ils/elles auraient ainsi rompu avec l'héritage des luttes antiracistes (dont ces défenseurs de l'ordre social et racial se moquent éperdument et dont ils ne connaissent souvent rien sinon quelques images d'Épinal). Bien au contraire, comme le rappellent Danièle Obono et Patrick Silberstein dans leur introduction à un recueil de textes de [Léon Trotsky](#) (dont nous publions un extrait ci-dessous)¹, la question de l'autonomie politique des opprimé-es – y compris parfois sous la forme d'organisations séparées – a été posée à de nombreuses reprises au cours du siècle passé, et a été patiemment discutée au sein du mouvement ouvrier.

Trotsky a croisé cette question au moins à deux reprises : à travers l'extrême violence de l'antisémitisme dans la Russie de son temps et l'existence du Bund, organisation ouvrière juive autonome et principale composante – au moins numériquement – du mouvement socialiste dans l'Empire tsariste ; à travers les débats au sein du mouvement communiste états-unien concernant l'attitude politique que devraient manifester celui-ci vis-à-vis des Noirs et des mouvements noirs, pour combiner les objectifs d'une destruction du racisme et d'un dépassement du capitalisme.

C'est ainsi en dialogue avec des militants communistes états-uniens et caribéens qui se réclament de son courant anti-stalinien et de son approche internationaliste (notamment C. L. R. James, l'auteur des [Jacobins noirs](#)), que Trotsky est amené à débattre, en commençant par obtenir des informations de la part de ses interlocuteurs, des questions de l'auto-détermination noire, de la nécessité ou non d'une organisation séparée des Noirs pour leur libération et de mots d'ordre de libération nationale (assimilant la question noire à une question nationale), de la signification politique des appels à un « retour en Afrique » ([Marcus Garvey](#)), etc.

On est bien à mille lieues ici de la doxa républicaine, qui a malheureusement contaminé des pans entiers du mouvement ouvrier et qui ne veut rien voir ni rien connaître des inégalités raciales et de l'organisation politique des minorités, qui maquille en « universalisme » la domination blanche, et qui s'applique consciencieusement à faire taire toute contestation et toute parole autonome (car ce sont bien les dominants qui pratiquent la seule cancel-culture douée d'effets). Mais on est loin également de la tentation de réduire l'antiracisme à une question d'introspection d'individuelle, d'effort pédagogique ou de redressement moral.

À l'inverse, on se trouve au plus près d'une politique d'émancipation qui ne nie pas les différences, inégalités et oppressions au sein même du prolétariat mais qui cherche, à partir de cette réalité et de la nécessaire dispersion qui en découle, les voies – tortueuses à l'évidence – d'une libération de tou·tes. Bien sûr, on ne saurait plaquer sur la réalité contemporaine les réponses que formulait alors le révolutionnaire russe (d'ailleurs avec beaucoup de prudence), mais on peut s'inspirer de sa méthode quand il s'agit de poser, non pas dans le confort hypocrite de l'universalisme abstrait mais dans le feu des luttes concrètes, les questions croisées du communisme et de l'antiracisme.



Léon Trotsky
QUESTION JUIVE
QUESTION NOIRE
Textes présentés et annotés par
Danièle Obono et Patrick Silberstein

SYLÈPSE

Internationaliste et Juif « non-juif »

Yanovska, où Lev Davidovitch Bronstein voit le jour en 1879, est un petit village ukrainien de la province de Kherson où les Juifs ont été autorisés à acheter de la terre et à la cultiver. À la différence de la majorité des Juifs de Russie, les Bronstein ne vivent ni en ville ni dans un *shtetl* de la zone de résidence^[1]. Dans ses mémoires, parus en 1930, Trotsky relève qu'il existait dans la région une quarantaine de « colonies agricoles juives ». Les agriculteurs juifs, écrit-il, « vivaient sur un pied d'égalité avec les paysans non seulement en droit [...], mais aussi en indigence » (Trotsky 1968 : 21). En 1881, un nouveau décret impérial interdira aux Juifs d'acquérir de nouvelles terres.

Chez les Bronstein, on ne parle pas yiddish mais un russe mêlé d'ukrainien. En 1937, Trotsky confiera à un de ses interlocuteurs son regret de ne pas avoir appris cette langue, qui sera longtemps un véhicule mondial des idées révolutionnaires du fait de la diaspora juive. Il ne découvre en effet le yiddish qu'à l'école où son ignorance de ce qu'on appelle encore le « jargon » l'empêche de se lier à ses « compagnons d'études ». Quant à la pratique religieuse de la famille Bronstein, elle est réduite au strict minimum :

« Mon père ne croyait pas en Dieu [mais] la croyance en Dieu était pourtant encore admise comme officielle [...]. Il n'avait pas de religiosité dans ma famille. Il en resta d'abord quelque apparence par la force d'inertie : aux grandes fêtes, mes parents se rendaient à la synagogue de la colonie ; le samedi, ma mère renonçait à coudre, du moins ne cousait-elle pas ouvertement » (Trotsky 1968 : 100).

Son père ayant voulu qu'il acquière néanmoins quelques rudiments de la Bible, le jeune Bronstein reçoit à Odessa des leçons particulières. Devant le scepticisme de son précepteur vis-à-vis de son propre enseignement, il avoue que ces cours ne le « fortifièrent pas du tout dans la foi de [ses] pères » (Trotsky 1968 : 101). Toujours dans *Ma vie*, il note qu'au fur et à

mesure que le bien-être de sa famille augmente, les pratiques rituelles résiduelles s'évanouissent progressivement.

C'est en résumé le processus de l'assimilation tel qu'il est conçu par la social-démocratie de l'époque et qui imprégnera longtemps Trotsky. Cependant, comme le note Enzo Traverso, l'antisémitisme d'État – un des piliers du régime tsariste – a dressé « une barrière contre l'assimilation » (Traverso 1997 : 63), que les marxistes russes, quelle que soit leur origine nationale, n'ont que très peu perçue. Pour Trotsky, comme d'ailleurs pour nombre de marxistes russes, juifs ou non, l'assimilation des Juifs est, à l'image de ce qui s'était déroulé en Europe occidentale et centrale, notamment en Autriche, une tendance historique irrépressible, un processus qu'il faut accompagner, voire promouvoir : le développement économique capitaliste allait abattre les murs des ghettos, disperser les Juifs dans le monde alentour et les assimiler^[2]. Quant au mouvement ouvrier, tout en étant, en Russie comme ailleurs, un puissant vecteur d'assimilation des militants et de l'intelligentsia issus des minorités, il donne naissance à des constructions politiques et théoriques en apparence contradictoires. De même que dans l'Empire austro-hongrois, on assiste aussi en Russie à la formation d'organisations se réclamant à la fois de l'internationalisme et s'essayant à une synthèse entre socialisme et « nationalitarisme » et se structurant sur une base sociale nationale^[3].

Lev Davidovitch a huit ans quand un oukase impérial établit un *numerus clausus* fixant à 10 % le nombre d'élèves juifs pouvant fréquenter les établissements secondaires. L'enseignement secondaire est alors divisé en écoles réales (où l'enseignement est moderne) et lycées (plus tournés vers l'enseignement classique) lesquels sont pratiquement interdits aux Juifs. Il entre donc à l'école réelle d'Odessa. Il note qu'il n'a pas ressenti « directement » cette disposition ségrégative. L'enseignement se faisant en russe à des enfants d'origines diverses – Odessa est une ville plurinationale^[4] –, il reçoit là, écrit-il, sa « première leçon de cosmopolitisme » (Trotsky 1968 : 103).

Ne parlant pas le yiddish, extérieur au monde juif de son temps et de son pays, incroyant, le « Juif non-juif » Lev Davidovitch Bronstein, comme l'écrit Isaac Deutscher, est « assimilé^[5] ». Sa subjectivité, son éducation, ses choix politiques de jeunesse, ses conditions d'existence, ses convictions fondamentales et son parcours le confortent dans cette voie. Il le dit lui-même, de manière apparemment contradictoire dans son autobiographie. Ainsi, il affirme d'abord que la nationalité « n'avait pas de place particulière » dans ses pensées « parce qu'elle ne se posait pas d'une façon très sensible » (Trotsky 1968 : 102). Puis, à quelques lignes de distance, il ajoute que « l'inégalité des droits nationaux fut, probablement, une des causes cachées » qui l'amènèrent à entrer en dissidence contre le tsarisme. Mais ce motif, ajoute-t-il, n'était qu'une détermination parmi d'autres injustices, qui « loin de me servir de base, n'eut même pas un rôle indépendant. Le sentiment de la prédominance du général sur le particulier [...] naquit de bonne heure en moi et se fortifia avec les années » (Trotsky 1968 : 103). Il sera cependant progressivement amené à concilier son internationalisme de principe avec la prise en compte d'une réalité qui allait parfois à contre-courant des tendances historiques générales qu'il avait cru discerner.

C'est d'ailleurs précisément au cours de cette période, entre la fin du 19^e et le début du 20^e siècle, que sont inventés et que se cristallisent en Europe occidentale comme aux États-Unis d'Amérique les fondements et les modèles d'États-nation aux frontières géographiques et aux « identités » ethnoculturelles très étroitement définies. Et dans les hiérarchies socio-économiques et idéologiques qui se construisent, Juifs, Noirs et

« étrangers » deviennent des catégories et des figures d'exclusion et d'antagonisme par excellence^[6].

Trotsky raconte que dans son adolescence, révolté par le régime tsariste, il « idéalise » l'Europe occidentale et l'Amérique. Il note qu'il devait « y rattacher la conception d'une démocratie idéale » et se souvient qu'il semblait invraisemblable « à son jeune rationalisme [...] qu'il pût exister des superstitions en Europe et qu'en Amérique on pût persécuter les Noirs » (Trotsky 1968 : 107).

En 1929, alors qu'il est tout entier plongé dans la lutte contre la dégénérescence stalinienne du mouvement communiste international, cherchant à rassembler ceux qui s'opposent au courant dominant de l'Internationale communiste, il écrit à des militants exclus du Parti communiste pour les mettre en garde contre les préjugés raciaux qui imprègnent le mouvement ouvrier états-unien. « Il serait tragique, écrit Trotsky, que l'Opposition soit infectée de la plus minime des façons par ces traits ». Les Nègres, écrit-il, « doivent apprendre à voir en nous des frères » (Trotsky 1975). Dès 1922, dans une lettre à l'écrivain jamaïquain Claude McKay, invité au 4^e congrès de l'Internationale communiste, il souligne « l'abominable stupidité et les préjugés de la couche supérieure privilégiée de la classe ouvrière » d'Amérique du Nord qu'entretient la politique de l'American Federation of Labor (AFL), dont nombre de syndicats de métiers sont interdits aux Noirs.

Il avoue dans cette même lettre ne pas être en mesure, par manque de connaissances, de répondre précisément à la question des « formes d'organisation les plus adaptées pour le mouvement des Nègres ». Cependant, sous l'influence évidente de Claude McKay et des délégués noirs du communisme nord-américain, le 4^e congrès de l'Internationale – dont Trotsky a assuré en grande partie la préparation – adopte une résolution qu'il n'est sans doute pas inutile de citer longuement ici :

« La pénétration et la colonisation intense des régions habitées par des races noires posent le dernier grand problème dont dépend le développement futur du capitalisme. [La] guerre, la révolution russe, les grands mouvements qui ont soulevé les nationalistes d'Asie et les musulmans contre l'impérialisme, ont éveillé la conscience de millions de Nègres opprimés par les capitalistes, réduits à une situation inférieure depuis des siècles, non seulement en Afrique, mais peut-être même encore davantage en Amérique.

L'histoire a dévolu aux Nègres d'Amérique un rôle important dans l'affranchissement de toute la race africaine. [Ils] ont travaillé sous le fouet des propriétaires américains [...]. Le Nègre n'était pas un esclave docile, il a eu recours à la rébellion, à l'insurrection, aux menées souterraines pour recouvrer sa liberté [...]. Quand l'esclavage concurrença le salariat et devint un obstacle au développement de l'Amérique capitaliste, il dut disparaître. La guerre de Sécession entreprise, non pas pour affranchir les Nègres, mais pour maintenir la suprématie industrielle des capitalistes du Nord, mit le Nègre dans l'obligation de choisir entre l'esclavage dans le Sud et le salariat dans le Nord. [...] Quatre cent mille ouvriers de couleur ont été enrôlés dans les troupes américaines, où ils ont formé les régiments de "Jim Crow". [...] On les a [ensuite] encore plus persécutés qu'avant la guerre pour leur apprendre à "rester à leur place". [Leur] esprit de rébellion [...] met les Nègres d'Amérique [...] à l'avant-garde de la lutte de l'Afrique contre l'oppression.

[L']ennemi de la race nègre est aussi celui des travailleurs blancs. Cet ennemi, c'est le capitalisme, l'impérialisme. La lutte internationale de la race nègre est une lutte contre le capitalisme et l'impérialisme. C'est sur la base de cette lutte que le mouvement nègre doit être organisé : en Amérique, comme centre de culture nègre et centre de cristallisation de la protestation des Nègres [...].

Les peuples coloniaux combattent avec héroïsme contre leurs exploiters impérialistes, [ils] se soulèvent contre les mêmes maux que ceux qui accablent les Nègres (oppression de race, exploitation industrielle intensifiée, mise à l'index) ; que ces peuples réclament les mêmes droits que les Nègres : affranchissement et égalité industrielle et sociale.

L'Internationale communiste [...] n'est pas seulement l'organisation des ouvriers blancs d'Europe et d'Amérique. [...]

Le 4^e congrès reconnaît la nécessité de soutenir toute forme du mouvement nègre ayant pour but de miner et d'affaiblir le capitalisme ou l'impérialisme, ou d'arrêter sa pénétration. L'Internationale communiste luttera pour assurer aux nègres l'égalité de race, l'égalité politique et sociale. [Elle] utilisera tous les moyens à sa disposition pour amener les trade-unions à admettre les travailleurs nègres dans leurs rangs ; là où ces derniers ont le droit nominal d'adhérer aux *trade-unions*, elle fera une propagande spéciale pour les attirer ; si elle n'y réussit pas, elle organisera les Nègres dans des syndicats spéciaux^[7] et appliquera particulièrement la tactique du front unique pour forcer les syndicats à les admettre dans leur sein » (IC 1972).

À la rencontre des « bolcheviks noirs »

Dans ses mémoires, Claude McKay raconte ainsi sa rencontre avec le chef de l'Armée rouge en 1922 :

« Quand Trotsky [...] me parla des Noirs, il en parla sagement. Il voyait les choses d'un point de vue humain et universel. Il considérait les Noirs comme un peuple comme les autres qui se trouvait malheureusement en retard dans la marche de la civilisation » (McKay 1997 : 197).

Trotsky presse alors l'écrivain de questions sur les Noirs américains, leurs organisations, leurs religions, leurs niveaux d'instruction, leurs aspirations et leurs relations à l'Afrique. Huit ans plus tard, dans une lettre au journal du groupe juif de l'Opposition de gauche de Paris, il fait du « statut de parias » le point commun entre les « travailleurs étrangers » en France et les « Noirs en Amérique » (* 101).

En 1933, il critique la position de ses amis états-uniens qui développent une argumentation que l'on peut qualifier d'« ouvriériste » et résumer ainsi : les Noirs sont une partie particulièrement exploitée et opprimée du prolétariat états-unien en raison de leur couleur mais ils ne constituent en aucune façon une minorité nationale car ils n'ont ni langue ni religion ni culture particulières^[8]. Bref, ils sont « américanisés » et il faut donc lutter pour

Trotsky, tout en soulignant qu'il ne peut faire que des considérations générales, affirme au contraire que si les Noirs ne sont pas « encore une nation, ils sont en voie de la former » ; les nations naissant, dit-il, « dans des conditions précises » (* 154). Dans l'immédiat après-guerre, Raya Dunayevskaya, ancienne secrétaire de Trotsky et camarade de parti de C.L.R. James sous le nom de Forrest, insistera sur le fait que « pas plus Lénine que Trotsky ne pensait que les Nègres [états-unis] constituaient une nation, cependant, sans aucune hésitation ils concevaient la question noire comme une partie intégrante de la question nationale » (Dunayevskaya 1940). Pour Trotsky, aucun critère abstrait ne peut « trancher » la question. Ce sont les « conditions générales » qui créent la « conscience historique d'un groupe » (* 151). Poussés par l'oppression, dit-il, les Noirs avanceront vers l'unité politique et nationale et revendiqueront l'« autonomie » (* 151). Comment ne pas lire ces réflexions avec des yeux plus contemporains, par exemple avec ceux d'un partisan du Black Panther Party ? (McLemee 1996 : xix) Il n'y a donc pas lieu de s'étonner de l'« étrange alliance », ainsi qu'elle est qualifiée à l'époque par un journaliste, qui se noue en 1964 à l'occasion de la participation de Malcolm X à un débat sur la « révolution noire » organisé par le Militant Labor Forum – dont on doit la création à la principale organisation trotskiste des États-Unis, le Socialist Workers Party.

C'est effectivement dès 1933 que Trotsky, alors exilé à Prinkipo en Turquie après son expulsion d'URSS par Staline, se penche très concrètement sur la question noire aux États-Unis en affirmant, sans aucune précaution oratoire, que « les travailleurs blancs sont les oppresseurs vis-à-vis des Noirs, les gredins qui persécutent les Noirs et les Jaunes, les méprisent et les lynchent » (* 151). Il énonce ici brutalement un élément clé qu'il faut, selon nous, comprendre ainsi : pour que de « classe en soi », ils se construisent en tant que « classe pour soi », les travailleurs doivent construire leur unité en se départissant de leurs antagonismes, notamment raciaux. Pour ce faire, il est utile qu'ils se dotent d'organisations qui soient à la fois porteuses d'universalité et de particularismes.

Ainsi, alors que le 4^e congrès de l'Internationale communiste avait reconnu la possibilité de créer des syndicats noirs aux États-Unis si cela se révélait nécessaire^[9], Trotsky -examine en avril 1939 la nécessité et possibilité de construire une organisation spécifique regroupant les Noirs américains : « Une organisation spéciale pour une situation spéciale » (* 176). Pourquoi ? D'abord parce que l'oppression des Noirs est si forte « qu'ils doivent la ressentir à tout instant » et qu'il faut par conséquent « donner à ce sentiment une expression politique en termes d'organisation ». Il faut pour ce faire, ajoute-t-il, adapter le programme en y incluant d'« authentiques droits civils, droits politiques, intérêts culturels, intérêts économiques, etc. » (* 177).

À la suite de ses discussions avec Trotsky et dans le cours tumultueux de son engagement dans le mouvement trotskiste, C.L.R. James écrira en 1944 que le Noir états-unien est « nationaliste au plus profond de lui-même ». Il a raison de l'être, dit-il, car c'est au travers de ce nationalisme qu'il acquiert de la force, le respect de lui-même et qu'il s'organise « afin de lutter pour son intégration dans la société américaine ». C'est, ajoute-t-il, « un parfait exemple de contradiction dialectique. [...] Les Noirs seront ainsi, lors d'un prochain développement de la lutte, une des forces les plus puissantes de la transformation de la société américaine » (McLemee 1996 : xxvi).

Quelques années auparavant, Trotsky avait d'ailleurs pris à contre-pied bien des points de vue de ses contemporains en développant une approche du mouvement de Marcus Garvey qui essaie de comprendre les raisons de l'adhésion massive des Afro-Américains au mot

d'ordre « *Back to Africa* ^[10] » (* 162). Derrière l'abstraction du retour en Afrique, « traduction fantasmagorique et réactionnaire du désir révolutionnaire d'un État noir », écrit C.L.R. James en 1939, c'est l'aspiration à disposer d'eux-mêmes qui s'exprime. Lui-même réservé sur la question de la création d'un État noir, C.L.R. James note que même si rien n'indique que cela pourrait se produire, « le désir de balayer l'asservissement politique humiliant et la déchéance sociale séculaire pourrait trouver son expression dans l'irrépressible revendication de la création d'un État noir » (1939). Il ajoute que les Noirs ne veulent pas plus retourner en Afrique que « les Juifs allemands n'avaient le désir de gagner la Palestine ^[11] avant qu'Hitler ne survienne »...

C.L.R. James remarque d'autre part que la prolétarianisation des Afro-Américains et leur entrée massive dans un mouvement syndical « multiracial », loin d'atténuer leurs aspirations démocratiques, les poussent au contraire à s'affirmer plus puissamment encore en tant que minorité nationale opprimée (James 1996 : 66) ^[12].

Le recensement de 1930 indique qu'il y a 12 millions de Noirs aux États-Unis pour une population totale de 122 millions d'habitants. 75 % d'entre eux vivent dans le Sud, 21 % dans le Nord, 1,3 % dans l'Ouest et 57 % dans des zones -rurales. Au cours de la première guerre mondiale, déjà 1 million d'entre eux avait pris le chemin des usines du Nord ^[13]. C'est au cours de la seconde guerre mondiale que s'opère une nouvelle migration massive vers la « Terre promise », du Sud vers le Nord et l'Ouest. À la fin de la guerre, ils seront 25 % à être installés dans les centres urbains du Nord et du Nord-Ouest ^[14]. C'est au cours de la guerre, écrit Raya Dunayevskaya, que la question noire, de « question du Sud » est devenue « un problème concernant l'ensemble du pays ^[15] ». Même si l'immense majorité d'entre eux occupent encore des emplois non qualifiés, les travailleurs afro-américains sont désormais entrés dans le cœur de la production. Au milieu des années 1960, quand s'initie le mouvement pour les droits civiques, seuls 50 % des Afro-Américains vivent encore dans le Sud ; 5 millions d'entre eux auront migré vers les grandes villes du Nord et de l'Ouest entre 1940 et 1970.

*

Illustration : un groupe d'hommes réunis dans les locaux du Parti communiste des États-Unis après une manifestation pour des augmentations de salaire et la fin des violences policières (1920). Hirz / Archive Photos / Getty

Notes

^[1]. La zone de résidence assignée aux Juifs depuis le 18^e siècle englobe essentiellement la Pologne, la Lituanie, la Biélorussie, la province de Kiev, la Bessarabie et les provinces de la Russie méridionale (dont celle de Kherson où est né Trotsky). Il leur est interdit de résider ailleurs, sauf dérogations particulières.

^[2]. Lénine exprime parfaitement en 1903 les conceptions mécanistes en -vigueur dans l'essentiel de la 2^e Internationale. Partout en Europe, écrit-il, la fin des scories du Moyen Âge et l'avènement des libertés politiques s'accompagnent de l'émancipation politique des Juifs qui de ce fait renoncent à leur langue au profit de la langue du peuple au milieu duquel ils vivent. Il en conclut, à rebours de ce qu'il fera en 1917, que l'idée d'une nationalité juive est en opposition avec les intérêts du prolétariat juif.

[3]. Le Bund se considère comme une organisation socialiste = partie-intégrante du mouvement socialiste *pan-russe*, c'est-à-dire de la Russie -considérée comme *totalité*. L'examen de ces questions est hors du propos de cette introduction. Nous renvoyons ici particulièrement à la lecture de Georges Haupt, Michael Löwy, Claudie Weill (1974) et de Claudie Weill (1987).

[4]. Au recensement russe de 1897, les Moldaves représentaient 53,7 % de la population d'Odessa, les Russes et Ukrainiens 20,3 %, les Juifs 19,7 %, Arméniens, Bulgares, Tatars, Allemands et Polonais environ 6 %.

[5]. Il est intéressant de noter que Vladimir Medem, dirigeant du Bund, né lui aussi en 1879, fera le chemin inverse. Né dans une famille totalement assimilée - son père, converti au protestantisme, est médecin dans l'armée impériale -, il apprendra le yiddish, faisant le choix, ainsi que le dit Henri Minczeles dans sa préface à son autobiographie, de « redevenir juif pour être compris des travailleurs juifs » (Medem 1999 : 9). La fille de Karl Marx, Eleonor, apprit elle aussi le -yiddish pour mieux propager les idées socialistes parmi les travailleurs juifs immigrés de Londres. Nathan Weinstock (1984 : 1, 16) note qu'« à l'exception d'une minorité statistiquement insignifiante - dont proviendront, paradoxalement, nombre des futurs dirigeants du mouvement ouvrier juif - la population juive d'Europe orientale parle le patois propre au ghetto, le -yiddish ». Claudie Weill (2004) évoque un mouvement de « dissimilation » qui voit, pour des raisons très diverses, des militants se tourner vers la judéité pour mieux combattre pour le socialisme international.

[6]. À ce propos, lire notamment l'étude de Gérard Noiriel (2007) sur le cas de la France, et celle de Denise Helly (2006) sur les diasporas en général.

[7]. Souligné par nous.

[8]. L'espagnol parlé par la minorité hispanique est aujourd'hui en passe de devenir la première langue parlée dans plusieurs États du pays. En 2000, 47,6 % des New-yorkais déclarent parler en famille une autre langue que l'anglais.

[9]. Les Afro-Américains étaient exclus du mouvement ouvrier organisé par le syndicalisme de métiers et de collaboration de classes de l'AFL. Si l'Industrial Workers of the World (IWW, organisatin syndicaliste révolutionnaire créée en 1905) avait au contraire permis l'organisation des travailleurs noirs (10 % des effectifs syndiqués), ce n'est que plus tard, à partir de 1935, avec la naissance du Committee for Industrial Organization (CIO), que les ouvriers afro-américains sont entrés massivement à la fois dans l'industrie et dans le mouvement syndical. Le syndicalisme industriel ne pouvait que s'ouvrir aux ouvriers noirs, notamment dans la métallurgie et l'automobile. La formation du CIO modifiera quelque peu la perspective décrite par le Komintern. « Après quelques hésitations, note C.L.R. James, les masses noires ont magnifiquement répondu à l'appel et constituent désormais des groupes puissants et progressistes dans beaucoup de syndicats du CIO » (James 1996 : 66). Cependant, comme nous l'évoquerons plus loin, les évolutions ultérieures du syndicalisme reposeront concrètement la question des « syndicats spéciaux ».

[10]. Marcus Garvey (1887-1940) : Syndicaliste jamaïcain, influencé par les idées de Booker T. Washington, il fonde en 1914 l'Association universelle pour l'amélioration du sort des Noirs (UNIA). Installé à Harlem en 1916, son objectif est de rassembler les Noirs du monde en une seule nation et d'organiser le retour en Afrique de ceux des États-Unis. Malgré son programme séparatiste et quelque peu confus, il mobilisera brièvement mais massivement (l'UNIA comptera 2 millions de membres en 1919) les Afro-Américains.

^[11] En 1882, la communauté juive de la Palestine sous domination ottomane compte 24 000 habitants. La colonisation sioniste se développe à partir de 1900 et la population juive est estimée à 85 000 âmes en 1914. Entre 1880 et 1914, ce seront 3,5 millions de Juifs qui fuiront la misère et les pogromes pour se réfugier en Europe occidentale et en Amérique (voir à ce sujet Nathan Weinstock 1969).

^[12] Plus près de nous, Étienne Balibar évoque l'enjeu de ce qu'il appelle le « racisme de classe ». La deuxième génération (les « jeunes issus de l'immigration »), si elle prend le relais de la précédente, celle des travailleurs immigrés (si elle n'est pas exclue du travail), « risque de développer une combativité sociale bien plus forte, combinant les revendications de classe et les revendications culturelles » (Balibar 1997 : 285).

^[13] Par exemple, de 1910 à 1920, la population noire de Chicago passe de 44 000 à 110 000 personnes.

^[14] Lors du recensement de 2000, 12,3 % des Américains se déclarent « Afro-Américains ». Ils représentent 18,9 % de la population dans le Sud, 11,4 % dans le Nord-Est, 10,1 % dans le Midwest et 4,9 % dans l'Ouest. 54 % d'entre eux vivent dans le Sud, 19 % dans le Midwest, 18 % dans le Nord-Est et 10 % dans l'Ouest. Pour la première fois, le nombre des Latinos est supérieur à celui des Afro-Américains. Près de 7 millions de personnes ont indiqué appartenir à « deux races et plus ». 35,9 % des 8,2 millions d'habitants de New York sont nés à l'étranger, 26,6 % d'entre eux se déclarent Afro-Américains, 27 % Hispaniques, 9,8 % Asiatiques.

^[15] La « déségrégation » des industries d'armement est décidée par décret présidentiel en 1941. En 1943, alors que les conflits raciaux font rage l'Attorney General des États-Unis recommande au président Roosevelt de « contenir la migration des Noirs vers le Nord »...

références

1. ↑ *On pourrait rappeler également [ce livre magistral](#) d'Enzo Traverso malheureusement indisponible.*